

Concertation chrétienne pour l'Afrique centrale **(CCAC)**

Rue des Tanneurs 165
1000 Bruxelles Belgique

Rapport sur l'Observation des Elections communales au Rwanda

Introduction

Les 6 et 7 mars 2001, j'ai pu observer le déroulement des élections à Kigali, secteurs Remera et Kibazi, à Kamonyi, secteur Runda et, pour le dépouillement, à Kisozi, secteur Kagugu. Je n'étais toutefois pas intégré à la liste du Programme d'Observation des Elections au Rwanda (POER) mais directement à la liste des observateurs agréés par la Commission électorale dirigée par M. Protais Musoni.

Trois bulletins étaient proposés: 1 blanc pour les conseillers, 1 rose pour les femmes, 1 vert pour les jeunes. Après avoir fait la file (parfois pendant plusieurs heures), les électeurs étaient invités à présenter leur carte d'identité ainsi que leur carte d'électeur. Après avoir reçu leurs trois bulletins, ils se rendaient dans l'isoloir et pouvaient voter pour deux candidats maximum (quand il y en avait!) sur chaque liste au moyen de leur empreinte digitale. Ils glissaient ensuite leurs trois bulletins dans une urne en bois et recevaient avant de partir un cachet "a voté" sur leur carte d'électeur.

L'âge requis pour voter était de 18 ans. Le vote n'est pas obligatoire, mais l'obtention de la carte d'électeur l'était.

Remarques générales:

Sur le déroulement des opérations.

-Toute l'opération de vote s'est faite de façon sérieuse et professionnelle même si les dispositifs pouvaient parfois varier. A Kamonyi, la personne qui vérifiait les cartes n'était pas celle qui donnait les formulaires, contrairement à Kigali où c'était la même personne qui faisait les deux opérations. Les isoiloirs étaient parfois symboliques et j'ai pu constater une seule fois deux personnes dans le même isoloir, mais vite rappelées à l'ordre -Beaucoup d'électeurs, principalement dans les villes, avouaient ne pas connaître les candidats. Certains n'ont eu que dix minutes pour se présenter lors de la campagne, mais sans faire aucune allusion à une éventuelle affiliation politique

-Il n'y avait pas beaucoup de candidats, mais toujours au moins deux candidats pour les conseillers. A Kamonyi (5486 électeurs), il n'y avait que une candidate pour les femmes, un pour les jeunes, deux pour les candidats communs

-le dépouillement s'est prolongé jusque tard dans la nuit, à la lumière des projecteurs, ou reporté au lendemain. Les cas litigieux étaient peu nombreux: il s'agissait souvent de la copie de l'empreinte digitale sur l'autre côté de la feuille, et donc à côté de la photo d'un autre candidat. Il y avait parfois beaucoup de monde dans les bureaux, y compris des enfants, et tout le monde semblait avoir le droit de prendre la parole. Le comptage s'est fait de façon honnête et vérifiable, avec marquage des voix sur le tableau. J'ai pu toutefois noter la présence d'un nombre important de forces de l'ordre

(Local Defense Forces, policiers en civils etc.) à l'intérieur comme à l'extérieur des bureaux.

Sur l'aspect politique:

Si les élections au premier niveau n'ont pas posé de problèmes, c'est ensuite, au niveau de l'élection du bourgmestre qu'on pourrait croire à un verrouillage du scrutin par un Etat qui interdisait toute allusion à une appartenance politique. Beaucoup de critiques ont été émises sur cette élection "à étages" qui a empêché l'élection directe du bourgmestre par les citoyens, au moins dans les petites communes.

Celui-ci était élu non seulement par une partie des nouveaux élus (directs) mais aussi par ceux qui avaient été élus en 1999 lors des premières élections (système du "line up").. D'après un témoignage relatif à la situation dans le district de Nyanza, un seul candidat s'est présenté comme bourgmestre. Pourquoi pas d'autres candidats? *"Les autres préféraient ne pas se présenter, car ils sentaient que les dés étaient pipés "*. *"Personne n'ose se porter candidat contre le système "*, explique un citoyen qui craint déjà qu'on lui "impose" les députés pour les élections législatives. Toutefois, dans ce cas-ci, il n'y a pas eu de votes négatifs, le candidat unique étant passé avec 90% des voix!

Il est intéressant de remarquer que les critiques contre ces élections ont été alimentées à la fois par une partie de l'opposition "hutue" qui soulève la question de la mainmise du pouvoir sur tout le processus, et par une certaine aile "tutsie" qui voit dans ces élections "la porte ouverte aux génocidaires".

D'autres anomalies ont été rapportées à l'observateur, notamment sur le "désistement" de l'ancien bourgmestre de Kicukiro afin de faire passer une femme proche du FPR. A l'inverse d'autres ont été plus ou moins forcés de se présenter là où les candidats manquaient. Enfin, les assesseurs (et les présidents de bureaux) étaient désignés et non tirés au sort.

A noter que l'USAID, qui devait financer le POER, se serait finalement désisté à quelques jours du scrutin. D'autre part, Ibuka aurait tenté de bloquer l'accréditation d'étrangers au sein du POER (qui n'étaient que 2 sur 107 -source officielle)

Conclusion

Les élections étaient moins un enjeu idéologique qu'un test de crédibilité pour le régime, qui sait qu'il ne pourra survivre qu'en élargissant sa base. Elles ont constitué une avancée intéressante sur le plan de la démocratisation et de la décentralisation, même s'il reste encore beaucoup de chemin à faire pour une réelle participation de tous, sans intimidation. L'ouverture souhaitée par les autorités a toutefois été freinée par un mode de scrutin qui favorisait les gens "de l'appareil", mais dont la compétence est souvent avérée. L'interdiction de se présenter sous une bannière politique ne peut faire oublier que ces gens "de l'appareil" sont connus de tous, ce qui fausse le jeu démocratique et tend à transformer le Rwanda en "Etat FPR". Au mieux, celui-ci pourrait devenir un grand mouvement rassembleur dont le pays a besoin, mais le danger reste grand que cet "Etat FPR" n'ait finalement comme vocation que de faire disparaître toute réelle opposition.

François JANNE d'OTHEE, Chargé de Programme